

Geneviève Goëtzinger
M^e Mamadou Ismaïla Konaté (éd.)

25 lettres au président Mohamed Bazoum

PHILOSOPHE
RÉSISTANT
PRISONNIER

Préface de
Jean-Pierre Olivier de Sardan

Depuis le 26 juillet 2023, le président du Niger Mohamed Bazoum est séquestré dans deux pièces de sa résidence au Palais de la République. Il y vit reclus en compagnie de son épouse, et totalement coupé du monde extérieur par les putschistes qui l'ont renversé et dont il est l'otage. Convaincu qu'il tient sa légitimité du peuple nigérien, il refuse catégoriquement de démissionner. À l'émotion et à la mobilisation internationale des premiers mois semble succéder une forme de résignation.

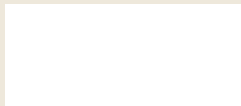
Pour lutter contre le risque de l'oubli, l'autre nom de l'abandon, 26 personnalités politiques, publiques et de la société civile ont décidé de s'adresser directement à lui. Ils sont femmes et hommes pour la plupart africains, du monde politique, de la culture, du droit et de la justice, ayant ou non des liens avec Mohamed Bazoum. Tous ont en commun une conviction et un engagement résolu en faveur de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains.

Leurs lettres sont diverses, à l'image de ceux qui prennent la plume. Chaque lettre est un message unique, qui reflète un caractère, une sensibilité. Avec émotion, colère aussi, certains auteurs évoquent ce qui leur semble essentiel, des souvenirs, des moments heureux, des combats partagés, leur chagrin devant la souffrance d'un frère. L'exercice prend alors une dimension consolatrice. Certains autres sont plus analytiques et se projettent dans l'avenir. Entre les lignes, s'esquisse le portrait de celui auquel les missives sont dédiées, un être de principes, authentiquement démocrate, soucieux de progrès, pétri de valeurs et de convictions.

Ces lettres réunies en un même ouvrage sont autant de messages puissants que de manifestations de soutien à l'homme et au combat qu'il incarne désormais, celui du droit contre la force, celui de la démocratie contre la régression. Face au temps qui passe, inexorablement, ces écrits se veulent un cri d'alarme, une alerte et un appel urgent à sa libération.

Geneviève Goëtzinger est présidente de l'agence imaGGe, conseil en stratégie politique et communication. Elle est journaliste et ancienne directrice générale de RFI et de Monte-Carlo Doualiya.

M^e Mamadou Ismaïla Konaté est avocat aux Barreaux du Mali et de Paris, ancien Garde des Sceaux de la République du Mali.



25 lettres au président Mohamed Bazoum

Visitez notre site :
www.karthala.com
Paieinent sécurisé

© Éditions Karthala, 2024
Isbn: 978-2-38409-298-7

Conception graphique: Bärbel Müllbacher

Geneviève Goëtzinger
M^e Mamadou Ismaïla Konaté (éd.)

25 lettres au président Mohamed Bazoum

PHILOSOPHE
RÉSISTANT
PRISONNIER

Préface de
Jean-Pierre Olivier de Sardan



KARTHALA

Avant propos

Une rencontre et une initiative à deux !

Ce livre est le fruit d'une rencontre, autour de Mohamed Bazoum, du combat pour sa libération, contre l'oubli qui guette au fil du temps qui passe, contre une forme de passivité, d'indifférence, pour maintenir la flamme.

Cette rencontre s'est d'abord faite sur la toile. Nous y avons partagé un engagement, une indignation, des analyses, à l'occasion de *spaces* souvent, parfois de débats sur des médias plus classiques, plateaux de télévision, studios radio, presse écrite.

Nous défendions l'homme et à travers lui l'incarnation de la démocratie nigérienne. Nous étions l'un et l'autre émus par l'incroyable courage de ce démocrate intransigeant, la singularité de sa posture, sa détermination à ne pas démissionner, à ne pas transiger sur des principes fondamentaux.

L'initiative de ce livre s'est imposée comme une suite naturelle, presque logique. L'idée est née au cœur de l'été, quelques jours après le 26 juillet 2024. À cette date, le Président Mohamed Bazoum venait d'entamer sa seconde année de séquestration, totalement coupé du monde extérieur, reclus avec son épouse dans une interminable solitude partagée. De nouvelles menaces pesaient sur lui avec la perspective d'un procès pour haute trahison.

Nous avons découvert que nous nous étions croisés dans le passé, il y a très longtemps, déjà à propos du Niger. L'avocat et la dirigeante de médias avaient à l'époque uni leurs efforts et leurs expertises pour œuvrer conjointement à la libération d'un journaliste emprisonné.

Des années plus tard, ce même pays nous réunissait curieusement et malheureusement à nouveau pour une cause similaire.

Cet engagement ne résulte pas de relations personnelles avec le président du Niger. L'un d'entre nous ne lui a jamais parlé. L'autre a tissé avec lui un lien fragile, fondé sur des échanges forcément fugaces dans ces circonstances singulières. Nous avons en revanche le sentiment très profond de partager avec lui l'essentiel, un socle de valeurs, un attachement viscéral à la démocratie et au droit.

Nous savions aussi que nous n'étions pas seuls !

Nous éprouvions désormais le besoin d'imaginer une nouvelle action de sensibilisation, d'agréger dans une initiative forte des personnalités qui partageaient avec nous le même refus de l'arbitraire, le même respect pour la résolution sans faille du Président Bazoum.

C'est ainsi que nous avons imaginé de recueillir et de publier des témoignages autour de sa personne. Le projet s'est rapidement affiné. Les témoignages sont devenus des lettres.

Nous avons sollicité des personnalités africaines et d'ailleurs. Certaines ont occupé des fonctions politiques éminentes dans leurs pays respectifs, la primature ou bien des ministères régaliens ; d'autres viennent de la société civile, du monde de la culture, de la recherche ou du journalisme. Certaines connaissent personnellement

le Président-philosophe, résistant et désormais prisonnier, d'autres pas, mais toutes ont une forme de proximité avec lui : relation amicale, convictions politiques communes, partage de valeurs, admiration pour sa personne et envie de s'engager pour lui.

Nous leur avons donc demandé de prendre la plume.

Les auteurs s'adressent au Président, en toute liberté, pour lui dire ce qu'ils éprouvent, avec leurs mots et leur sensibilité. Certains ont choisi de lui adresser un message de soutien, d'alerter sur sa situation. D'autres évoquent le souvenir de moments partagés, ou bien encore lui livrent leur analyse de la situation de son pays.

Nous n'oublions évidemment pas que le Président Bazoum n'est pas la seule victime du calvaire que traverse le Niger. Le peuple paie un lourd tribut à cette forfaiture. Certains de ses proches sont condamnés à l'exil, parfois même déchus de leur nationalité nigérienne et devenus apatrides. D'autres sont en prison depuis de longs mois : détenus politiques, civils et militaires.

À tous les auteurs de cet ouvrage collectif, nous exprimons notre gratitude. Nous avons été touchés par l'enthousiasme empreint de gravité qui a accueilli cette initiative. Nous y voyons la marque d'un engagement fort ; nous avons aussi perçu parfois une forme de réconfort à travers l'écriture, comme un pansement posé sur une plaie à vif depuis le 26 juillet 2023, ou encore un exutoire à leur légitime révolte.

Notre vœu le plus cher est désormais que vite, très vite, Mohamed Bazoum puisse lire leurs mots. Il aura alors retrouvé la liberté.

GG et MKO

Préface

JEAN-PIERRE OLIVIER DE SARDAN

Ces vingt-cinq lettres de personnalités en particulier africaines mais pas seulement, adressées au Président Mohamed Bazoum toujours détenu par les militaires qui ont pris le pouvoir il y a plus d'un an, sont extraordinairement diverses, dans leurs styles, dans leurs perspectives, dans leurs témoignages, dans leurs analyses, dans leurs formats, dans leurs sensibilités, dans leurs contenus. On ne saurait donc voir en ce livre qui les réunit une quelconque orthodoxie, une quelconque ligne politique, une quelconque idéologie. Aucune consigne, aucune concertation, aucun mot d'ordre, aucun calibrage n'ont en effet présidé à leur écriture. Chacun a rédigé son texte seul avec lui-même, avec ses propres choix, son propre vécu, ses propres certitudes, ses propres inquiétudes ou ses propres indignations. On voit ainsi des divergences mineures ou notables s'esquisser ici ou s'exprimer là, et c'est tant mieux. Chacun parle pour son compte. Cette diversité est bienvenue. Cela donne un livre inclassable, un objet littéraire non identifié. Et pourtant un fil rouge traverse tous ces propos. C'est le sort dramatique de Mohamed Bazoum, la sidération face à sa détention, le sentiment d'une injustice incroyable, et le respect pour l'homme politique comme pour l'homme tout court, qui constituent ce fil rouge.

J'ai en quelques rares occasions rencontré Mohamed Bazoum et échangé avec lui, mais sans bien le connaître. J'ai eu des désaccords avec certaines de ses déclarations

ou de ses décisions quand il était ministre de Mahamadou Issoufou, et j'ai publiquement exprimé, au début du deuxième mandat de son prédécesseur, mes critiques envers diverses pratiques déplorables de son parti dans une « Lettre à mes amis du PNDS ». Mais j'ai toujours gardé une réelle estime pour sa personne. Tous ceux qui l'ont connu et qui m'ont parlé de lui ont toujours fait état de son intégrité, de son sens du devoir, de sa culture, de sa compétence, de son engagement pour son pays, voire de son idéalisme. Les lettres de ce volume le confirment abondamment, avec conviction, et parlent de lui, selon les cas, avec émotion, pudeur, véhémence, amitié, nostalgie, respect, et même espoir. Il faut remercier Mamadou Konaté et Geneviève Goëtzinger d'avoir eu la superbe idée de les solliciter pour les réunir dans ce recueil.

Pour ma part, je n'ai ni l'expérience politique, ni la qualité ni l'intimité qui m'autoriseraient à intervenir dans le même registre que les auteurs de cet ouvrage, et je ne m'adresserai donc pas directement à Mohamed Bazoum, mais plutôt aux lecteurs, quels qu'ils soient, nigériens ou non, pour leur proposer une analyse aussi objective que possible de la situation actuelle de Mohamed Bazoum dans son double statut hier de réformateur courageux et aujourd'hui de victime innocente. Deux éléments me semblent en effet incontournables, irréfutables :

(a) L'honneur du Niger voudrait qu'il soit le plus vite possible remis en liberté, car être un président déposé par un coup d'état n'est ni un crime ni un délit, et rien ne justifie qu'il soit retenu depuis un an et demi dans des conditions à certains égards pires que la prison (les prisonniers reçoivent au moins des visites de leur proches).

(b) Mohamed Bazoum était un président réformateur, qui entendait améliorer la gouvernance du Niger, pacifier la démocratie, gagner la lutte contre l'insurrection jihadiste. Avancer vers ces trois objectifs impliquait une prise de distance avec tous ses prédécesseurs et leurs

méthodes, il le savait, comme il savait que sa marge de manœuvre était faible. Son bilan en deux ans est à cet égard clairement positif. Hélas, il a été d'une certaine façon victime non seulement d'un coup d'État mais aussi de l'impopularité croissante des régimes démocratiques : il paye en quelque sorte pour les autres, très injustement.

Développons ces deux points.

Une libération qui s'impose

Mohamed Bazoum est avec son épouse privé de liberté depuis le 26 juillet 2023, et il a été depuis le 19 octobre 2023 coupé de tout contact avec l'extérieur (téléphone confisqué, une visite par semaine de son médecin et personne d'autre).

Une raison invoquée par ceux qui le gardent en captivité serait son implication éventuelle dans deux séries de décisions de la CEDEAO en riposte au coup d'État, décisions il est vrai fort néfastes pour le Niger, dont seule la première a été mise en œuvre : la sévérité des sanctions économique d'une part, qui a frappé durement la population ; la préparation annoncée d'une intervention militaire contre les putschistes d'autre part (avec le soutien bruyant et très inopportun de la France), dont il est clair qu'elle aurait été une catastrophe si elle avait eu lieu. Pourtant, ce n'est pas Mohamed Bazoum qui est à l'origine de ces décisions, tout le monde le sait : ce sont les chefs d'État de la CEDEAO, avec à leur tête Bola Tinubu, président du Nigéria (qui n'est en rien, soit dit en passant, un féal de la France). Ils ont, heureusement, avec Bola Tinubu toujours en tête, fini par abandonner leur stratégie, annulant une expédition militaire qui était de plus en plus insoutenable et levant enfin les sanctions. Mohamed Bazoum n'a été pour rien dans ce processus car il n'en a jamais été le décideur. Aujourd'hui, le pouvoir militaire nigérien reprend les relations avec le Nigéria et son Président, comme il les reprend avec le Bénin et son Président (qui fut lui aussi un partisan déclaré pour un temps de l'intervention

militaire). Si ceux qui ont été à l'origine des sanctions et du projet d'intervention militaire sont redevenus fréquentables pour le CNSP, pourquoi Mohamed Bazoum reste-t-il bien pire que non fréquentable, traité en paria, en otage, et maintenant inculpé de complot contre la sureté de l'État, haute trahison et apologie du terrorisme ! Un comble !

Deux autres raisons sont parfois invoquées. La première est son refus de démissionner, autrement dit de valider le coup d'État. C'est son droit le plus absolu. Mais en quoi est-ce répréhensible ? Le coup d'État a eu lieu, un nouveau régime s'est installé, qui n'a pas eu besoin que je sache de l'autorisation de Mohamed Bazoum. La page de la démocratie a été pour un temps tournée, ceci sans la démission de Mohamed Bazoum. Celle-ci n'est donc plus un enjeu au niveau institutionnel pour le CNSP: cela ne regarde que Mohamed Bazoum. En outre, il y a des positions courageuses qui méritent le plus grand respect, y compris de la part de ceux qui les désapprouvent. C'est le cas ici.

Enfin il y aurait eu, disent les militaires au pouvoir, des projets pour le faire évader, et cela justifierait son inculpation ! Vrai ou faux ces projets ? Je n'en sais strictement rien. Simplement on a pu constater qu'ils n'ont pas été mis à exécution. Ce qui est sûr, c'est que si projets il y a eu, ce n'est évidemment pas Mohamed Bazoum isolé dans sa chambre qui les a élaborés. Ce sont évidemment d'autres militaires : n'est-ce pas leur métier que de faire des coups d'État, des contre-coup d'État, des opérations commandos ? Si le CNSP veut punir les concepteurs de ces éventuels projets, pourquoi diable s'en prendre à celui qui en aurait été l'éventuel bénéficiaire alors que l'action n'a pas même eu lieu ? On pourrait ajouter qu'on voit mal comment le projet avorté de libérer une personne illégalement détenue pourrait devenir un crime de cette dernière, pendant que les griots chantent partout les louanges d'un coup d'État...

Menace jihadiste et échec de la démocratie : certes, mais le Président Mohamed Bazoum essayait justement d'y remédier !

Le CNSP a justifié le coup d'État par deux arguments : la progression du terrorisme jihadiste et la mauvaise gouvernance (de la démocratie). Ceci est vrai sur le long terme : depuis 20 ans, l'insurrection jihadiste a considérablement progressé dans la région de Tillabéri, et la gouvernance des partis en régime démocratique est devenu très impopulaire en particulier du fait de la dégradation des services publics et du chômage massif, ainsi que du clientélisme, de l'affairisme et de la corruption régnant au sein de la classe politique (à diverses exceptions près). Mais c'est faux sur le court terme : Mohamed Bazoum était justement en train de marquer des points contre le terrorisme et de rectifier positivement la gouvernance.

En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, le Niger pendant les deux années de présidence de Mohamed Bazoum a été le seul pays du Sahel où les attaques terroristes ont diminué. Contrairement à son prédécesseur, le Président Bazoum s'est chaque fois rendu sur les lieux où les forces armées nigériennes avaient eu des pertes au combat. Il a multiplié et diversifié les approvisionnements en matériel militaire (Chine, Turquie), il a accru les recrutements en hommes pour l'armée mais aussi pour les forces de sécurité intérieure, refusant à juste titre le recours aux milices (dont on a vu les conséquences funestes au Mali et au Burkina Faso), il a tenté de négocier la reddition de chefs jihadistes de base (s'opposant à la position de la France sur cette question stratégique), il a soutenu les efforts de la Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP) pour impulser et coordonner le retour de l'État dans les zones contestées par les jihadistes et prévenir les affrontements intercommunautaires.

Du côté de la gouvernance, il a mis à juste titre l'éducation (dont la situation est catastrophique) en tête des

priorités nationales, pris des mesures contre des responsables corrompus y compris issus de partis qui le soutenaient, laissé prospérer l'action pénale contre les détournements massifs liées aux commandes militaires sous la présidence de Mahamadou Issoufou, tenté de réformer radicalement la gestion plus que douteuse du ô combien nécessaire processus de pacification d'une vie politique nigérienne bien trop hystérisée.

À mes yeux de simple citoyen, Mohamed Bazoum a sans doute été le meilleur président que la démocratie nigérienne ait connu depuis la Conférence nationale. Mais il n'a eu ni le temps ni les moyens de le prouver véritablement, car il fut aussi celui qui est resté le moins longtemps en poste, et de surcroît en étant entravé par certains dirigeants de son propre parti. Quel gâchis !

Puisse le prisonnier politique à la fois le plus connu et le plus oublié d'Afrique retrouver la liberté le plus vite possible !

Jean-Pierre Olivier de Sardan

Pascal Affi n'Guessan

CÔTE D'IVOIRE

Ancien Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire

Président du Front Populaire Ivoirien (FPI)

SEM Mohamed Bazoum
Président de la République du Niger

Abidjan, le 1^{er} septembre 2024

Cher frère, cher camarade, cher ami,

Ce moment que tu vis, cette épreuve tragique et insensée que tu endures avec courage et dignité depuis le 26 juillet 2023, tout cela était pour moi tout simplement inimaginable. J'en ai été et j'en suis toujours profondément affecté. J'ai ressenti durant les premières heures un mélange de tristesse, d'indignation et de dégoût.

Aucun de nous ne pouvait imaginer, anticiper une telle tragédie. Le Niger nous paraissait avoir franchi un cap. Nous le croyions délivré à jamais des risques de régression. Tes conditions d'arrivée au pouvoir semblaient de nature à te mettre à l'abri. Tu avais été élu de manière régulière à l'issue d'un processus qui comportait une dimension d'exemplarité dans notre espace régional ouest-africain. Ton prédécesseur avait régulièrement quitté le pouvoir à l'issue de deux mandats. Il était salué pour cela par l'ensemble de la communauté internationale. Depuis un peu plus de deux années au pouvoir, tes résultats plaidaient incontestablement pour toi : une gouvernance intègre, une vision appréciée, un taux de

croissance soutenu. Des résultats reconnus validaient ta stratégie de lutte résolue et efficace contre le fléau de l'insécurité qui mine le Niger et les pays du Sahel. Le pétrole ouvrait enfin pour ton pays de nouvelles perspectives de développement.

Alors, pendant quelques heures, quelques jours, nous tes amis, et bien évidemment moi, avons pu croire que le mouvement allait être inversé, qu'un retournement de situation était encore possible. Toi-même ne perdais pas espoir. Au téléphone, tu affichais une forme de confiance, cette certitude aussi que, parce que ton combat était juste, tu ne pouvais pas le perdre. Les pairs te soutenaient, la communauté internationale était à tes côtés, les partenaires du Niger ne flanchaient pas. Et puis, nous avons tous dû nous rendre à l'évidence : aucune médiation, aucune menace non plus, ne venait à bout de la détermination des militaires qui s'étaient accaparés le pouvoir et avaient fait de toi leur otage dans un premier temps, peut-être ensuite leur assurance-vie pour confisquer durablement les commandes de l'État. Les mois ont passé. Un jour, le contact entre nous a été brutalement interrompu avec le retrait de ton téléphone, ce lien ténu qui te reliait encore à l'extérieur.

Aujourd'hui, nous ne pouvons plus communiquer. Tu vis reclus avec Khadija, ton épouse, prisonniers entre quatre murs. Il vous est même interdit de faire quelques pas à l'extérieur de la résidence. Les nouvelles que nous avons de toi sont celles que nous glanons dans la presse, lorsqu'elle évoque ta situation. Les papiers se font de plus en plus rares. Au fil des mois, nous tentons toujours, dans des tribunes médiatiques, des prises de position publiques, de maintenir une forme de pression, de faire en sorte que tu ne sois pas oublié, que ta situation personnelle ne soit pas gommée. Toi, tu restes à la hauteur de ce que j'ai toujours su de toi. Tu es inébranlable de

volonté, de détermination, fidèle à toi-même, à la vision que tu as toujours portée de l'action militante et de l'honorabilité du combat politique. Depuis le premier jour, je sais que tu ne démissionneras pas, car ce serait déchoir, ce serait céder à l'ignominie. Ce serait te déshonorer toi-même. Et cela, tu ne sais pas le faire. Tu es un militant, un vrai, de la race de ceux qui ne lâchent rien et ne flanchent pas. Ta dignité et ton courage dans l'adversité sont impressionnants.

J'ai toujours apprécié tes qualités, qu'elles soient politiques, techniques et évidemment humaines. Tu es de ceux sur lesquels l'on peut toujours compter. Ta solidarité, ton amitié m'ont souvent été précieuses. Je sais le rôle de facilitateur que tu as, par exemple, joué à l'automne 2020 après la désobéissance civile, en faveur de ma libération de prison. C'est un exemple, mais je pourrais en citer bien d'autres. L'amitié n'est pas chez toi une façade, une posture. Elle implique des responsabilités que tu as toujours assumées. Pour le Front Populaire Ivoirien, le PNDS-Tarayya a toujours été un partenaire, ce parti frère représenté à chacun de nos grands événements et auquel nous lient des relations d'authentique camaraderie politique. Nous ne rations pas davantage vos congrès et tu nous accueillais toujours avec cette chaleur et cette simplicité qui te caractérisent.

Tu es un leader politique accompli. Tu es en permanence resté fidèle à tes convictions, quelles que soient les vicissitudes de la vie publique. Tu es un homme de vision et de progrès. Tu te bats depuis toujours pour le bien public, pour l'amélioration de la vie des plus pauvres, des plus fragiles de tes compatriotes. Quels qu'aient pu être les écueils, tu as toujours tenu bon sur tes valeurs. Ta vie est tout entière placée sous le signe de l'engagement, syndical d'abord auprès des enseignants puis à la tête de l'USTN – l'Union Syndicale des Travailleurs du Niger – que

tu devais représenter lors de la conférence nationale de 1991. Politique ensuite, tu as très largement contribué à la construction du PNDS – Tarayya, dans la clandestinité dans une première phase, puis publiquement lors de son officialisation en décembre 1990. Avec toi, il est devenu ce parti politique solide qui a conquis démocratiquement le pouvoir en 2011. Ton rôle a été décisif dans la victoire de Mahamadou Issoufou, que ta détermination a contribué à porter au Palais présidentiel. Tu as mis à sa disposition ton important réseau international et syndical à travers le puissant Syndicat National des Enseignants du Niger. Tu as été dix ans plus tard son digne successeur, un choix qui s'imposait pour moi comme une évidence, par la place que tu avais occupé dans l'appareil du parti et la gouvernance de l'État.

Dans ce long chemin vers la conquête du pouvoir d'État, aucune épreuve ne t'a fait dévier de ta route, aucune vicissitude ne t'a fait abdiquer de tes convictions. Tu as connu les affres de l'opposition, les régressions des coups d'État qui ont si souvent rythmé la vie politique du Niger. Tu as subi plusieurs interpellations : en août 1996 et janvier 1997, retenu à chaque fois plusieurs jours dans les locaux des services secrets. En juin 2009, avec d'autres anciens députés, tu as été une nouvelle fois interpellé et retenu pendant plusieurs jours. Tu t'es toujours relevé. Tu es un homme de foi.

Parler de toi, c'est parler aussi de ta capacité à transcender les logiques tribales. C'est bien connu, tu es issu d'une ethnie arabe minoritaire dans ton pays, les Ouled Slimane. Chacun sait le poids du tribalisme dans nos États et la difficulté d'accéder aux premiers rôles sans disposer d'un ancrage local fort assis sur une base communautaire. Là encore, tu es de ceux qui forcent le destin. Tu ne t'es pas laissé enfermer dans cette réalité sociale. Tu as milité au premier plan en faisant abstraction